



LE RETRAITÉ DES POSTAUX

Permanence le Mardi
de 14 h 30 à 17 h 30
67 rue de Turbigo
Pièce 204 - 2^{ème} étage
Tél. : 01 44 78 54 65
01 48 87 68 15
e-mail : cgtufr.postaux@orange.fr
CCP : 17 490 45 S PARIS

MAI 2016 - N° 42

Sommaire

- Retrait de la loi El Khomri
- Macron : le joker du capital
- Austérité, quand tu nous tiens
- Pas d'impôt supplémentaire
- Dates à retenir

ÉDITO :

Retrait de la loi El Khomri

Les retraités sont solidaires des salariés, ils exigent comme eux le retrait de cette loi scélérate dont le seul but est de satisfaire les exigences des patrons et de leur représentant le plus influent au gouvernement, le MEDEF. 75% des français rejettent cette loi qui ne comportent que des reculs sociaux, le soutien de la CFDT n'y change rien, mais rappelle seulement les heures le plus sombres de la collaboration de classe.

Les retraités comme les salariés rencontrent le même mépris du gouvernement et du MEDEF face à leurs revendications que ce soit à propos du pouvoir d'achat, que des atteintes contre les retraites complémentaires Agirc-Arrco qui va concerner les salariés actifs mais aussi les retraités qui ne verront pas d'augmentation de leurs pensions avant 2018, ainsi les complémentaires vont baisser de 18%, nous avons largement évoqué l'impact de ce recul dans notre dernier numéro. Désormais le Medef et les patrons veulent aller plus loin, dans la baisse des pensions, leur appétit est sans limite..

Pourtant l'argent existe pour satisfaire les revendications des retraités et des salariés, les 275 milliards offert aux patrons par le pouvoir en 2015 pour créer des emplois. Les inégalités se creusent, le patrimoine des 1% les plus riches dépasse celui de 99 % de la population, 62 milliardaires possèdent la richesse de plus de 3 milliards de personnes, c'est le résultat du pillage des ressources et du travail de centaines de millions de salariés.

Plusieurs dizaines d'entre nous se sont retrouvés dans les manifestations du 9 et 10 mars, du 31 mars, du 9 et du 28 avril, du 1^{er} mai. D'autres manifestations viendront, soyons plus nombreux encore. Parce que seules les luttes peuvent mettre un terme à cette politique au service exclusif du capitalisme.



Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications

SECTION UFR - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03

CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27 - site : www.cgt-postaux.fr - e.mail : cgtufr.postaux@orange.fr

MACRON : LE JOKER DU CAPITAL !!

On le présente comme le « *chouchou des français* » le capital à toujours des solutions pour défendre ses intérêts. Regardons d'un peu plus près le parcours de l'ex-fondé de pouvoir de la banque Rothschild. Avant d'être nommé à Bercy l'ex-conseiller économique de Hollande déclarait au Point « *que nous pourrions autoriser les entreprises et les branches à déroger aux règles du temps de travail et de rémunérations* » il s'agissait selon lui « *de sortir du piège où l'accumulation de droit donnés aux travailleurs se transforme en handicaps pour ceux qui n'ont pas d'emplois* » comme c'est bien dit !!! Plus libéral que moi tu meurs donc les travailleurs sont responsables du chômage !! Les réformes de MACRON : ouverture des magasins le dimanche + afin de concurrencer la SNCF créations de lignes de bus beaucoup plus polluantes que le rail et bientôt il demandera la fermeture des lignes SNCF non rentables.

Quand il parle d'accumulation de droits pour les gens modestes il ferait mieux de nous parler de son passé !! Chez ROTHSCCHILD il a encaissé une grosse somme quand il a négocié l'achat par Nestlé d'une filiale du groupe PFIZER (Branche Nutrition).

Le 26 AVRIL en déplacement dans le PUY de DOME il a été chahuté par des manifestants voici sa réponse « *ce n'est pas parce qu'il y a des gens dans la rue que je vais céder* ».

De quel droit un tel requin peut-il parler au nom des travailleurs ?

AUSTÉRITÉ QUAND TU NOUS TIENS !!!!

L'EUROPE et la commission Européenne demande aux états membres toujours plus d'austérité pour la population afin de continuer d'engraisser les banques et les actionnaires de toujours plus de profit.

La commission de Bruxelles met à la disposition des banques des centaines de millions € gratuitement. Celles-ci le prêtent avec des agios à payer aux états, pourquoi ne pas faire l'inverse ? On n'engraisserait pas les banques et les états auraient la liberté de financer ce qui leur semble bon pour le pays et ses infrastructures.

Contrairement aux discours officiels l'argent existe pour que la population ait des conditions de vie et d'existence normales : quelques chiffres, 1000 milliards € d'évasion fiscale dans l'U.E. par an, 60 à 100 milliards € de manque à gagner en Europe à cause de la fraude à la TVA intra communautaire, 80 milliards € de fraude fiscale en France par an, 40 milliards € versées aux grandes entreprises sans contrôle ni contrepartie pour réduire le chômage résultat 640 000 chômeurs de plus depuis le début du quinquennat de HOLLANDE. Plus les autres aides versées au patronat.

Les politiques de droite et du P.S. nous répètent à longueur d'interventions dans les médias qu'il faut réduire les déficits !!! Que l'on ne peut faire autrement !! A partir de ces quelques exemples on constate l'ampleur de leurs mensonges, de l'opération d'enfumage pour continuer leur politique d'austérité pour le peuple et les profits pour les riches.

Ce n'est pas le travail qui coûte, celui-ci permet à la personne de s'épanouir, d'alimenter les caisses : retraite sécu de se sentir utile à la société. La FINANCE est un gouffre : les riches recherchent toujours plus de profits, qui engendre les fermetures d'usines, de commerces, des centres de recherche.

Comment s'en sortir ? Se rassembler, discuter des propositions de la CGT, se syndiquer pour peser plus lourdement auprès du pouvoir et du patronat et surtout LUTTER !!

Pas d'impôt supplémentaire, déclare Hollande lors de sa dernière intervention télévisée !

58 milliards d'impôts de plus sur le revenu des ménages depuis 2010 ! En poursuivant la non indexation des tranches d'impôt en 2012 par le gouvernement Sarkozy suivi en 2013 par Hollande, plusieurs millions de contribuables ont été soumis à l'impôt avec toute les conséquences que cela a induit sur les allocations logement, les transports, etc....

L'état allant jusqu'à pratiquer la rétroactivité de l'imposition. Prenons l'exemple d'un retraité, ses revenus n'étaient pas soumis à l'impôt en 2013. Changement de logique en 2014, alors que ses revenus n'ont pas augmenté, comme plusieurs millions de contribuables, le ministère des finances, donc l'état, le soumet en juin 2016 à une rectification de sa contribution, parce qu'il n'était pas au bon taux de CSG, de RDS et CASA en 2014 ! Ça va se chiffrer à 340 € ! Nouvelle baisse du pouvoir d'achat. Ajoutons à cela, la réduction de 13,2 milliards sur la dépense publique en 2017 et 18,7 en 2018, ça concerne les collectivités territoriales, la santé, etc... Moins de versement de l'Etat, c'est plus d'impôt pour le peuple...

Date à retenir :

Le mardi 31 mai, assemblée générale des retraités(ées) : à l'ordre du jour, le compte rendu du 51^{ème} congrès avec Sylvie Bayle, secrétaire générale de notre syndicat, la préparation de la journée du 9 juin.

Le 9 juin : nouvelle journée d'action et de manifestation des retraités(ées) à l'appel de l'UCR-CGT